

REGARDS

KOSOVO

Un pays interné

Luc Caregari

À l'occasion d'un voyage de presse organisé par la Commission européenne - dans le cadre de la stratégie de l'élargissement de l'Union - une équipe de journalistes européens s'est rendue au Kosovo. Le woxx était de la partie.

Même avant de sortir de l'avion, on se rend compte que dans ce pays beaucoup de choses sont différentes. Ainsi, lorsque le vol LH6920 de l'Adria Airways se pose sur le tarmac de l'aéroport de Pristina - la capitale de la république du Kosovo - les gens réagissent par des applaudissements pour le pilote. Un geste qu'on n'a plus remarqué sur d'autres vols depuis les années 1980. Le tout nouvel aéroport de Pristina - construit par une entreprise turque et dont la taille égale plus au moins celle du Findel - comporte aussi une officine qu'on ne trouve pas dans la plupart des aéroports internationaux : un bureau du gouvernement dédié aux personnes rapatriées. Car, si le Kosovo est officiellement sur la liste de pays susceptibles de profiter de l'élargissement de l'Union européenne, pour le moment ses ressortissants restent en haut de la colonne des « migrants économiques » refoulés vers leur pays.

Mais les questions de migration ne sont pas les seules embûches qui entravent la marche du Kosovo vers un État stable. Né dans la douleur de la répression serbe du temps Milošević, vers la fin des années 1990, lorsque les Kosovars avaient établi sur leur territoire un véritable gouvernement parallèle et clandestin, le Kosovo actuel reste marqué par ces temps violents : à l'époque les guérilleros de l'UCK et les forces serbes s'affrontaient au détriment de la population civile. En 1999, l'intervention de l'Otan met fin aux exactions militaires, mais plonge le pays et la région dans une atmosphère de défiance mutuelle, ponctuée par des pics de violence entre les Serbes et la Albanais du Kosovo, qui se disputent le terrain depuis plusieurs centaines d'années. Si les Serbes considèrent le Kosovo comme le berceau de leur nation, dont ils auraient été chassés par les Turcs de l'Empire ottoman aidés par les Albanais, ces derniers réfutent cette interprétation et considèrent à leur tour que le territoire kosovar leur appartient de droit.

Ce conflit ethnique est loin d'être résolu, malgré la présence de différentes missions de l'UE et de l'Otan sur le territoire kosovar. Plus de





Bekim Çollaku, le ministre de l'intégration européenne ne veut pas qu'on colle l'étiquette de la corruption sur le Kosovo.

PHOTO : © EUROPEAN COMMISSION

quinze ans après le conflit armé, la méfiance règne toujours entre les différents groupes de population, mais aussi à l'égard de l'UE.

Car l'Union a beau répéter que le Kosovo pourra accéder au club des États-membres s'il applique des réformes qui feront de lui un État de droit, la situation reste bloquée à plusieurs niveaux. D'abord parce que cinq États européens ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo (Espagne, Chypre, Slovaquie, Roumanie et Grèce). Si dans le cas de l'Espagne l'évidence saute aux yeux - en reconnaissant le Kosovo, l'État espagnol n'aurait plus grand-chose à opposer aux indépendantistes catalans - pour les autres cela reste mystérieux. Néanmoins, selon les dires de l'activiste Ariana Qosajmustafa, proche de l'ancienne présidente du Kosovo Atifete Jahjaga, la situation avec la Grèce serait sur le point de se normaliser : « Ils viennent d'ouvrir une représentation à Pristina et nous avons fait de même à Athènes ». Directrice de programme et chercheuse au sein du Kipred (Kosovar Institute for Policy Research and Development) Ariana Qosajmustafa n'est qu'une des voix nombreuses à se plaindre du gouvernement actuel présidé par Hashim

Thaçi - ancien militant de l'UCK et actuel leader du Parti démocratique du Kosovo (PDK). Beaucoup suspectent en effet son ascension à la présidence comme un moyen d'éluder la justice. Les accusations vont de crimes de guerre en passant par le trafic d'organes jusqu'à la corruption. « Quand Atifete Jahjaga a quitté la présidence, moi aussi j'ai abandonnée les sphères politiques », explique Ariana Qosajmustafa, « Je ne voulais pas me salir les mains avec ces gens-là ». Si elle voit les efforts de rapprochement avec l'UE d'un bon œil, elle est loin d'être optimiste quant à l'agenda d'un potentiel élargissement : « Nous en sommes encore loin. Ce n'est pas uniquement le gouvernement corrompu qui nous empêche d'avancer, mais aussi l'Union européenne qui reste à la traîne ».

« Nous libérons le marché avant les personnes ».

C'est bien le seul point d'accord qu'on lui trouve avec Bekim Çollaku, le ministre pour l'intégration européenne de l'actuel gouvernement - et

ancien chercheur du Kipred. Devant les journalistes européens, il s'est ouvert sur ses doléances : « L'Union européenne a toujours été en retard, non uniquement concernant le Kosovo, mais tous les Balkans de l'Ouest. Le chemin vers l'Union a été long, douloureux et plein de questions. On aimerait bien que l'UE accélère l'intégration du Kosovo. Depuis 1999, le Kosovo se rapproche des standards européens en matière d'État de droit. Mais tout de même ce ne fut que six années après l'indépendance que nous avons pu signer un premier accord ». Ses contacts avec les collègues européens sont aussi à géométrie variable. Ainsi, si un pays ne reconnaissant pas le Kosovo détient la présidence du Conseil européen, il est aussitôt écarté et ne reçoit plus aucun signal de l'UE pendant au moins six mois. Pour Çollaku, la question des relations entre le Kosovo et l'UE est un paradoxe : « Je ne vois pas en quoi des États comme la Roumanie ou la Hongrie seraient plus développés que nous et pourtant, ils sont membres depuis des décennies. Pour les Kosovars l'Otan compte plus que l'UE, et pour moi c'est un mauvais signe. Et puis nous accueillons avec l'Eulex la plus grande mission civile des Bal-

kans tout en étant le pays le plus isolé de la région. En appliquant le SAA (Stabilization and Association Agreement - signé entre l'UE et le Kosovo en octobre 2015) nous sommes dans la situation que nous libérons le marché kosovar avant de libéraliser les gens ».

Il est vrai que le passeport kosovar ne permet pas de voyager. En ce moment, seul deux pays accueillent les résidents de la toute jeune république sans visa : la Macédoine, l'Albanie et depuis peu la Serbie. Ce qui rajoute à la situation d'isolement dans un pays où le chômage des jeunes a des pointes à 65 % et qui dépend largement de l'argent envoyé au pays par la diaspora. Questionné sur la corruption, Bekim Çollaku tente d'imposer sa vue des choses : « Je ne veux pas que le Kosovo soit dépeint comme un pays totalement corrompu. Notre système judiciaire a été construit en partenariat avec des experts européens selon les 'best practices' du continent. Et puis, c'est aussi une question de perspective. Nous ne sommes ni plus, ni moins corrompus que d'autres pays membres de l'UE. Mais au contraire d'eux nous restons soumis à une énorme pression internationale. »

THEMA

PHOTO : WOXX



Une lueur d'espoir pour la société civile : le « Dokufest » à Prizren est une occasion d'attirer l'attention internationale et de montrer un autre visage du Kosovo.

Une perspective que les journalistes du « Balkan Investigative Research Network » (Birn) ne partagent pas forcément. « La corruption n'est peut-être pas plus excessive ici que dans le reste des Balkans de l'Ouest », explique la programmatrice Albulena Sadiku, « Mais elle reste pour autant un de nos principaux problèmes ». Le réseau, soutenu par une multitude d'ambassades et de think tanks américains, suisses ou encore norvégiens, produit des émissions télévisées indépendantes (« Jeta në Kosovë » - « La vie au Kosovo »), ainsi qu'une page internet « Prishtina Insight ». Ils se sont donnés comme mission de dénoncer des cas de corruption quotidienne, de toutes les formes et envergures, et de faire vivre la culture démocratique en organisant des débats sans fard avec l'élite politique du pays. Ce qui n'est pas sans risque : « Plusieurs de nos collaborateurs ont été battus quand ils ont rapprochés un peu trop les sphères du crime organisé », raconte Albulena Sadiku. Pourtant, selon elle la situation de la liberté d'expression serait meilleure au Kosovo que dans d'autres pays voisins, « grâce à la présence des nombreuses instances internationales ». Petite anecdote pour le public luxembourgeois : une des lois à laquelle les journalistes du Birn

se réfèrent fréquemment pour obtenir des informations du gouvernement est celle qui règle justement l'accès à ces dernières - et fait partie des « best practices » adoptées dans la perspective d'une adhésion à l'UE. Une loi qui, nous le savons, fait toujours défaut au Luxembourg.

Le droit à l'information est une pratique au Kosovo.

Ce qui donne pourtant le plus de fil à retordre aux journalistes du Birn est l'établissement de la « Kosovo Relocated Specialist Judicial Institution » - qui commencera à travailler au cours de cette année à La Haye. Dédiée à éclaircir les crimes de guerre perpétrés entre autres par l'UCK au cours des années 1998 à 2000, les activités de cette cour risqueraient d'hypothéquer la stabilité du pays : « Pour le dire clairement : si Hashim Thaçi sera considéré comme un criminel de guerre, les gens le verront comme un héros. Mais s'il est condamné pour corruption, son étoile s'assombrira assez vite », estime Sadiku.

Néanmoins, toute cette situation étriquée n'empêche pas la scène culturelle du Kosovo à se développer

et à se revendiquer haut et fort. Un des meilleurs exemples est le « Dokufest » qui a lieu chaque année depuis 2002 dans la ville de Prizren. « Au début nous voulions faire un festival de musique », se rappelle le directeur Veton Nurkollari, « Mais nous n'avions aucune idée comment s'y prendre. Alors nous avons constaté que la plupart des cinémas avaient fermé pendant la guerre, et nous nous sommes dits que nous pourrions aussi bien faire un festival de films documentaires. C'est comme ça que le Dokufest est né ». Après une première édition de trois jours qui a attiré pas mal de gens, le festival s'est élargi conséquemment, accueillant aujourd'hui plus de 60.000 personnes et un public de plus en plus international. « Ce n'est que conséquent : quand tu vis dans un pays isolé et que tu ne peux pas voyager, tu invites le monde chez toi », explique Nita Deda, la programmatrice musicale du festival qui a déjà attiré quelques pointures comme la chanteuse britannique PJ Harvey, par exemple.

Le thème du « Dokufest » 2016 est d'ailleurs la... corruption. « Pourquoi ? Parce que nous vivons dans une société et dans un État corrompu, tout simplement », fait savoir Nita Deda. « Nous avons voulu faire transparaître notre vision de la so-

ciété dans laquelle nous vivons. C'est pourquoi nous avons aussi construit un 'musée de la corruption', une installation utopique où le visiteur du futur peut voir comment c'était que de vivre dans un environnement corrompu ».

Il ne reste qu'à espérer qu'un jour cette fiction se rapproche davantage de la réalité. Entre-temps, il faudra aussi que l'UE sorte de sa léthargie et commence à faire des efforts concrets pour intégrer le Kosovo, s'il ne veut pas perdre ce pays riche en histoire et avec une jeunesse extraordinairement motivée.